HAL
open science

Une société bloquée, la crise des idéologies en Algérie

Saïd Belguidoum

To cite this version:

Saïd Belguidoum. Une société bloquée, la crise des idéologies en Algérie. Recherches Internationales, 2003, Algérie : état des lieux, 67/68, pp.135-152. halshs-01204764

HAL Id: halshs-01204764

https://shs.hal.science/halshs-01204764v1

Submitted on 24 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une société bloquée, la crise des idéologies en Algérie

Saïd Belguidoum
Sociologue

L'analyse des superstructures de la société algérienne, notamment des idéologies en œuvre dans le champ politique, est indispensable pour apporter des éléments de réponse aux questions liées au devenir de ce pays. L'idéologie, comme « système de représentations doué d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée » (Althusser, 1965),sert de support à l'action collective et est inséparable des conditions réelles d'existence des groupes sociaux. Si au sein d'une société l'économie commande, la politique décide, l'idéologie contrôle, en Algérie, l'articulation entre ces trois espaces ne peut se comprendre qu'en analysant les mutations profondes et rapides qui ont touché le pays depuis son accession à l'indépendance. Ce processus de transformation largement engagé reste néanmoins inachevé. Les nouvelles structures socioéconomiques, aux assises et contours incertains ne permettent pas encore l'émergence de groupes sociaux clairement définis. Pire, ce processus est en crise et cette situation à des effets dévastateurs tant sur les plans économique, social, culturel et identitaire. Le terrorisme et l'insurrection islamiste, les révoltes régulières de la Kabylie, les mouvements sociaux spontanés qui secouent chroniquement la société sont autant d'éléments exprimant l'ampleur des tensions.

Facteurs endogènes et exogènes se conjuguent pour paralyser ce processus et le maintenir dans une impasse dont les seules expressions font alterner violence et résignation. L'insertion dans le marché mondial et les mécanismes de la dette, qui font de l'Algérie un pays dépendant, sous la surveillance et le contrôle des grands groupes et des institutions financières internationales, expliquent grandement la situation actuelle. Mais la structuration interne de la société, le rapport des forces sociales et les équilibres précaires qui en découlent doivent être également mis à jour pour tenter de comprendre et démêler l'écheveau de la crise algérienne. Car cette crise est multidimensionnelle, touchant tous les domaines de la vie sociale. Le champ politique en constitue incontestablement l'épicentre. Une des contradictions essentielles qui agit la société oppose un pouvoir, dont la nature sociale et le mode de fonctionnement sont à l'origine du blocage actuel, et une société civile en construction qui aspire à la citoyenneté, mais se trouve en situation d'absence de perspectives alternatives.

Ce pouvoir est à bien des égards marqué par un archaïsme dont les dimensions autoritaires, anti démocratiques et hégémoniques sont renforcées par une opacité volontairement entretenue. Des groupes d'intérêt, sur des bases de clientélisme et de réseaux claniques, se sont constitués dans et par les institutions de pouvoir. L'accaparement de l'appareil d'Etat par une « nomenclature » se reproduisant et se cooptant entre-elle, la vision technocratique qui alterne avec la conception paternaliste de « l'Etat providence », longtemps « démiurge » et aujourd'hui « engagé dans un désengagement » et surtout un verrouillage des espaces d'expression par un pouvoir dépourvu de soutien populaire sont les principales caractéristiques qui prévalent aujourd'hui.

Cette crise du politique c'est aussi la crise des idéologies qui conditionnent l'expression politique. Nous verrons à travers cet article les principales phases de la recomposition sociale de la société algérienne et les effets que cela a produit au sein de quelques grands champs où

se focalisent les enjeux idéologiques : le champ politique et l'émergence de l'islamisme, la société civile et la question de la citoyenneté et l'insertion de l'Algérie dans l'économie mondiale.

Les évolutions sociétales et les origines de la crise : de la politique développementiste au libéralisme

Apres les grandes luttes qui ont marqué les premières annéesde l'Algérie indépendante et qui ont abouti au coup d'Etat de 1965, la période qui suit (1967-1978) est caractérisée par une politique volontariste de développement économique. Elle aboutit rapidement à une transformation profonde de la structure sociale et des modes de vie, une urbanisation massive, une salarisation de larges fractions de la population et une déstructuration du système social rural traditionnel. L'émergence de nouveaux groupes sociaux (ouvriers de l'industrie, employés de l'administration, cadres moyens et supérieurs, commerçants et artisans) et les promotions sociales qui en résultent, attestent de la vitalité de cette période. Les progrès considérables (niveau de vie, santé, logement, scolarisation …) profitent à des degrés divers aux différentes couches de la population.

Mais cette période est aussi celle du verrouillage de l'espace politique et la production d'un nouvel espace idéologique nécessaire pour légitimer le nouveau pouvoir.

La période Chadli inaugure un tournant brutal. Après avoir tenté de se créer une base sociale en répondant à une partie des attentes consuméristes des couches moyennes salariées en pleine ascension,[1] le pouvoir entreprend une remise en cause systématique des fondements de la politique de la décade précédente. Une série de mesures illustrent ce changement de cap : arrêt de la politique d'industrialisation, nouveau programme de valorisation des hydrocarbures, restructuration des entreprises publiques et plan massif de licenciements, abrogation de la révolution agraire et restitution des terres aux propriétaires nationalisés, dissolution des domaines agricoles d'Etat, renégociation de la dette algérienne et plan de réajustement structurel qui place l'économie algérienne sous le contrôle du FMI.

Une recomposition sociale inachevée

Alors que la décennie 1970 se caractérise par la création massive d'emploi, l'élévation substantielle des niveaux de vie, les promotions sociales, parfois fulgurantes, rendues possibles grâce aux politiques étatiques de développement, la décennie suivante est celle des déceptions, des frustrations et du désarroi.Le champ de la recomposition sociale se referme.

Aux difficultés de trouver un emploi, se greffe la dévalorisation d'un système scolaire qui fonctionne de moins en moins comme un instrument de la promotion sociale. La question du logement pour les ménages urbains devient lancinante. Les programmes de construction de logements sociaux, des années 70, avaient ouvert de nombreux espoirs, notamment pour les "citadins en attente de ville" des quartiers périurbains. Le désengagement brutal de l'État, au profit d'une promotion immobilière privée, pénalise en premier lieu les couches populaires.

Les couches moyennes, elles aussi, voient leur ascension sociale brutalement stoppée.Par contre, les nouveaux riches affichent, de manière ostentatoire, leur réussite sociale. De

[1] Notamment avec le lancement d'un programme appelé plan anti-pénurie pour assurer l'approvisionnement en biens de consommation. C'est le début d'une politique d'ouverture où l'Etat abandonnera son monopole de l'importation.

nouvelles fractures sociales surgissent et marquent une structure sociale où les inégalités deviennent de plus en plus criantes. Pourtant, même ces nouvelles élites sociales sont à la recherche de leurs marques et les enjeux de pouvoir qui les traversent prennent l'allure d'un antagonisme violent. La reconversion de la bourgeoisie bureaucratique en bourgeoisie d'affaires privée en est une des principales dimensions (Belguidoum, 1994).

Crise de société et exacerbation des tensions

Ces mutations sociétales ont eu des effets sur les référents et les modèles culturels qui ont été bouleversés sans que de nouveaux repères s'imposent pour permettre à la société de se stabiliser. Les nouvelles couches sociales issues de la salarisation et de l'urbanisation sont à des degrés divers touchées par la destruction des repères habituels qui fixaient leurs modes de vie (structures familiales, lien social, valeurs et croyances). Avec la remise en cause des modes de répartition des richesses et l'arrêt des perspectives de promotion sociale, un processus de paupérisation s'est substitué au modèle intégratif des années 1970.

L'inachèvement des mutations est source de déstabilisation sociale, culturelle et idéologique qui aboutit à une crise doublement anomique : d'une part, le passage d'une société rurale à une société urbaine et d'autre part le passage d'une période de croissance, elle-même fortement perturbatrice, à une remise en cause d'un modèle social d'intégration et de redistribution.

Un champ politique et idéologique verrouillé

La structuration du champ politique

Longtemps monopolisé par le FLN, institué en Etat-parti, le champ politique connaît un début d'ouverture après les émeutes d'octobre 1988. Trois grandes forces émergent : le FLN, le FIS, et le FFS[2]. L'analyse de leur discours, de leur pratique et de l'histoire de leurs dirigeants fait clairement ressortir leur filiation politique et idéologique avec les courants issus du mouvement national pour l'indépendance. En fait le champ politique reste prisonnier d'une recherche de légitimité qui s'alimente dans la lutte pour l'indépendance. C'est autour de cette configuration en trois pôles représentant les grandes sensibilités du mouvement national que s'articule la vie politique : le pôle nationaliste, le pôle islamiste et le pôle démocrate.

La pratique politique qui a découlé de cette ouverture restera fortement marquée par une culture liée à l'histoire du mouvement national. Chaque pôle est traversé par des organisations qui se disputent le contrôle exclusif du champ politique. La création d'un nouveau parti de pouvoir, le RND, vise à se substituer au FLN discrédité par trente années de pouvoir sans partage et à occuper le même espace pour y jouer le même rôle. Les divergences au sein du pôle islamiste sont du même type, elles sont plus tactiques que doctrinales. Le pôle démocrate, qui sur le plan électoral est le moins représenté est aussi le plus divisé, l'empêchant de se construire en pôle alternatif. Les deux principales organisations de cette mouvance le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) et le FFS (Front des Forces Socialistes) ont une stratégie qui leur fait privilégier une implantation en Kabylie.

[2] Front de Libération Nationale, Front Islamique du Salut et Front des Forces Socialistes. Les autres forces politiques sont le RND (Rassemblement National Démocratique), Hamas (Mouvement de la Société Islamique), le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), le MDS (Mouvement pour la Démocratie Sociale) et le RND (Rassemblement National pour la Démocratie).

Leurs discours qui pourtant tentent de rassembler la population algérienne dans sa globalité est en contradiction avec une pratique qui les cantonne à la seule Kabylie. Le FFS, membre de l'Internationale socialiste, doit une bonne partie de son influence au charisme de son leader, descendant d'un des grands chefs confériques de la région.
La réactivation régulière des réflexes régionalistes de la société algérienne reflète la manière dont le politique construit sa légitimité.[3]Vision hégémonique et d'appareils, les stratégies de ces partis gravitent autour et pour la prise du pouvoir ou leur participation aux instances dirigeantes sans que des programmes politiques clairs soient affichés, notamment dans le domaine des projets économiques.
Cette culture politique montre que si la crise algérienne est politique, c'est aussi le politique comme champ sociétal qui est en crise. La recherche de la légitimité est entretenue par l'enfermement dans un discours qui fait de l'arabité et l'islamité, érigées en « constantes de la nation », les référents puisant dans un imaginaire mythique, celui construit pendant la colonisation et la lutte de libération nationale. Toute l'historiographie officielle tend à alimenter un discours à l'intérieur duquel les enjeux restent confinés (Remaoun, 2000).
30 ans de pouvoir auront usé le FLN, qui a construit sa légitimité à partir d'un discours nationaliste et populiste. L'abandon à partir des années 1980 de ses références populistes de gauche le coupe de sa base populaire et le recours à un discours de substitution, l'arabo-islamisme, ne lui permet pas de renouer avec cette assise. Au contraire, les effets sont doubles. D'une part le consensus, qui s'est construit autour de la nation algérienne, est remis en cause. Les populations berbérophones sont peu enclines à adhérer à un projet où l'arabité est présentée comme négatrice de l'identité berbère. D'autre part, les références à l'islam se font dans le cadre d'une surenchère permanente, instituant le religieux comme l'élément central de la société. La crise de la légitimité politique

L'enjeu idéologique du contrôle du système éducatif

C'est autour de la question de l'école que les choix idéologiques de l'Etat-FLN vont avoir des effets durables. Durant les vingt premières années qui ont suivi l'indépendance, l'école a été érigée comme outil d'accompagnement de la politique de développement et outil de recouvrement de l'identité nationale. Tout en répondant à un déficit extraordinaire en scolarisation hérité de la période coloniale, à la forte croissance démographique et au pari de l'école pour tous, le système scolaire, construit dans l'urgence, a eu un fonctionnement à deux vitesses. Au nom d'une algérianité arabo-islamique, l'arabe est devenu la principale langue d'enseignement, mais par pragmatisme économique, le français est resté la langue d'enseignement des matières scientifiques. L'école ainsi instrumentée a fonctionné pour deux publics, formant une élite pour le secteur économique et administratif (essentiellement francophone) et confinant le gros des effectifs (souvent issu des milieux populaires) dans des formations arabophones ne laissant comme perspectives d'emploi que les seuls secteurs de la culture et de l'éducation. Ces divisions linguistiques développées à l'intérieur de l'école se sont transformées en fractures culturelles, idéologiques et sociales. Elles ont été au centre

[3] Les élections de Zéroual en 1995 et de Bouteflika en 1999 montrent que les électorats de l'Est pour le premier et de l'Ouest pour le second ont été mobilisés de manière significative sur une base d'identité régionale (Belguidoum, 1996)

d'affrontements idéologiques, paralysant l'institution scolaire, masquant et occultant la question véritable : quelle école pour quelle société ?

L'islamisme politique : une alternative de crise

L'islamisme, et ses succès électoraux, illustre de façon paroxysmique la faillite du système. Il s'inscrit dans un contexte où les facteurs économiques et sociaux agissent avec force (contrecoups du choc pétrolier des années 1985 et poids grandissant de la dette extérieure). C'est aussi à partir de cette période que l'État se désengage, notamment dans le domaine des investissements et dans la construction des logements dont le déficit ne cesse de s'accroitre. La situation économique va servir d'accélérateur à une crise dont la nature est aussi politique, culturelle et identitaire.C'est sous l'angle des contradictions globales qui sont au centre de la société algérienne qu'il faut étudier ce phénomène et permet de comprendre les raisons qui ont permis à l'islamisme politique de canaliser le mécontentement de la population.

La ville, lieu des contestations radicales.[4]

L'analyse des élections de juin 90 et décembre 91 montre que le vote islamiste est un d'abord un phénomène urbain. Ce sont les localités les plus urbanisées, les moins touchées par le chômage qui donnent au FIS une position hégémonique. Inversement, les communes rurales, celles qui ont été le moins concernées par les mutations sociales et économiques, sont celles où l'islamisme à le moins d'impact. Ce paradoxe entre une Algérie en pleine croissance, votant pour le FIS, et une autre rurale, continuant d'affirmer son attachement à ses élites locales traditionnelles, trouve son explication si on considère que ce vote reflète le désarroi moral d'une société ayant vécu des mutations trop brutales.

Ce sont dans les villes chefs-lieux de *wilaya*, quelles que soient leurs tailles, que le F.I.S réalise ses meilleurs scores, exprimant plus que partout ailleurs l'ampleur de la contestation de l'État. La ville chef-lieu, qui concentre une part importante des activités économiques mais surtout les instances décisionnelles et symboliques du pouvoir, est le lieu réel et symbolique où se manifestent les conflits et les contestations sociales. Le vote F.I.S traduit bien l'exacerbation de tensions liées aux enjeux d'une recomposition sociale qui n'arrive pas à se cristalliser et dont le champ urbain est le lieu principal.

Le fait que le FIS soit le principal bénéficiaire de l'ouverture formelle du champ politique n'est pas un hasard. Il est lié à son discours radical de rupture et son caractère religieux. La crise sociétale est aussi morale. Elle s'appuie sur le fait que l'espace symbolique et religieux de la société a été déstructuré sans qu'une restructuration obtenant l'adhésion des populations recomposées socialement ne soit menée à terme. Les islamistes, nouveaux "réformateurs" ont pu investir cet espace resté vacant en proposant des réponses morales puisant partiellement dans l'héritage populaire de l'islam algérien, palliant ainsi provisoirement le déficit symbolique de la société.

---

[4]Ainsi le FIS, qui au niveau national remporte 55% des municipalités, prend le contrôle de 72% des communes urbaines. Au premier tour des législatives, il arrive en tête dans 90% des 188 circonscriptions urbaines. Près de la moitié des circonscriptions urbaines lui sont acquises dès le premier tour et dans 36% des cas restants, il est en ballottage nettement favorable. (Belguidoum, 1996)

C’est dans la compréhension des processus de déstructuration - restructuration des cadres sociologiques et symboliques de la pratique religieuse en Algérie qu’il faut aussi chercher les explications de l’émergence de l’islamisme comme réponse à la crise sociétale.

Durant des siècles l'Islam algérien a été organisé spirituellement et socialement par les confréries religieuses issues du soufisme. Dans ses différentes formes, le soufisme populaire (Rahmanya, Qadirya, Chadilya, Tidjanya …), à travers un réseau dense et riche de zaouïas, de prédicateurs, de saints locaux, de rites et de symboles a produit les schèmes organisateurs de la croyance religieuse et de la vie sociale des villes et des campagnes. Jusqu’au début du 20ème siècle, le soufisme a conservé une forte vigueur, lui assurant le rôle dominant dans le champ religieux. L'émergence du mouvement nationaliste va favoriser le développement d'un mouvement religieux de réforme, incarné par les Ulémas qui séduira principalement les élites urbaines algériennes. Un des objectifs proclamés des réformateurs Ulémas sera de prendre la direction de l'espace religieux. Ils mèneront une lutte sans merci contre les confréries religieuses qui aboutira à leur disqualificationsans pour autant proposer un nouveau modèle adapté aux évolutions sociétales[5]. En livrant le champ religieux aux Ulémas, qui s’attelleront à détruire l’essentiel de l’héritage confrérique, le pouvoir algérien a préparé un terrain que les islamistes pourront investir. La construction tous azimuts des mosquées, la bienveillance accordée aux associations religieuses, l'ouverture des médias aux prêches religieux, l'introduction dans les programmes scolaires d'un enseignement religieux à la place d'une instruction civique, l'adoption d’un code de la famille mettant sous tutelle la femme, sont autant de mesures qui favoriseront l'islamisme.

Les inégalités sociales et leur caractère ostentatoire, la rupture entre l'État et le citoyen, toutes ces nouvelles fractures sociales qui se sont instaurées et que les villes cristallisent, sont propices à une critique radicale. Les fortes perturbations au niveau des valeurs comme des modes de vie réclament une réponse morale que le discours islamiste proposera.

Ainsi, l'État, lieu par excellence du profane est entré dans un tel état de délabrement moral qu'un retour au sacré s'impose. Et ce processus est d'autant plus facile à opérer que le monopole idéologique du FLN, a permis un quadrillage de l'espace symbolique, empêchant l'émergence d'une société civile et la diffusion d'un projet démocratique alternatif. Ce balisage du terrain par le FLN, le FIS saura pleinement l'utiliser.

Peu importe que le FIS n'ait pas de programme écrit véritable. Son rapport à la population, entièrement médiatisé par l'oralité et le réseau des mosquées, permet précisément de séduire ses différents publics. Le vote islamiste n'est pas un vote adhésion. Vote sanction, il a surtout les caractéristiques du vote protestataire. Il est l'expression des tensions générées par l'implosion d'un modèle intégratif et la déliquescence d'un État n'arrivant plus à satisfaire les aspirations de la population. Mais son caractère protestataire ne lui permet pas d’apporter des réponses cohérentes aux différents groupes sociaux. Les ouvriers et les employés entassés dans les quartiers périurbains des villes comme les couches moyennes frustrées d'une ascension sociale interrompue, ou encore les jeunes et leur malaise, tous ont été attirés par son

[5] Avec une très grande lucidité EmileDermenghen écrivait en 1954 à propos de la lutte des réformateurs contre le soufisme populaire : "les adversaires (du soufisme populaire) font un louable effort de libération, d'instruction de purification ; mais couper les sources de la vie profonde risque, au lieu d'épurer, d'amener des déviations graves, le substrat émotif collectif comprimé tendant à prendre d'aveugles revanches." *Le culte des saints dans l’islam maghrébin*, Gallimard, 1982.

discours radical, mais n'ont pas ou peu répondu à ses appels insurrectionnels. D'autant que sa conception rigoriste de la pratique religieuse l'éloigne profondément des pratiques populaires. Seule la bourgeoisie marchande, quasi certaine d'obtenir un retour à son soutien à l'islamisme - la liberté totale de marché est le seul principe économique répété à maintes reprises par les dirigeants islamistes - et une partie de la jeunesse des quartiers populaires des villes ont continué à le soutenir.
Ainsi, en prenant comme point de départ à l'analyse de la situation algérienne la remise en cause du modèle de développement et son principe redistributif, « au profit d'une bourgeoisie d'Etat tentant sa reconversion, c'est la combinaison entre les facteurs économiques (comme accélérateur des tensions), culturels (l'idéologie religieuse donnant sens à la vie en société) et politiques (contestation d'un système verrouillé) » qui explique la radicalité de la contestation.(Belguidoum, 1994)

Une société civile sous tutelle : l'impossible émergence du citoyen.

Une des caractéristiques du pouvoir réside dans son incapacité à mener la société vers la modernité[6], comme l'atteste l'absence d'une sécularisation et l'incapacité à construire une citoyenneté. La modernisation de l'économie n'a pas été accompagnée d'un projet de société qui se serait appuyé sur les aspirations sociales et les fondements culturels de la population.
Cet échec c'est sur le plan de la citoyenneté qu'il est le plus flagrant. Le verrouillage du système politique, empêchera la constitution de tout contre-pouvoir, hormis celui du religieux que l'État-FLN aura contribué à promouvoir.
Au niveau de la vie quotidienne, les institutions d'État (Administration, justice, police, mais aussi santé, école,...) ont eu des pratiques arbitraires et ségrégatives, antinomiques avec la relation anonyme et égalitaire qui doit lier l'État et le citoyen. L'ampleur du dysfonctionnement est telle, que tout service de l'institution passe par la mobilisation de réseaux à fondements familiaux et claniques. C'est le règne du « piston » et de l'informel. Les privilégiés, les passe-droits, sont ceux qui peuvent à tout moment être servis par l'État. Pour le reste de la population, la *"hogra"*, expression désignant ce système de mépris, de vexation, d'exclusion que les institutions d'État exercent à l'égard de la population, est la règle.

Le printemps 2001, une société civile à la recherche de perspectives

Le mouvement populaire du printemps 2001, né en Kabylie et ayant touché d'autres régions du pays, notamment les Aurès et l'Est algérien, illustre une nouvelle fois l'ampleur d'une crise multidimensionnelle qui n'a toujours pas trouvé de solutions. En octobre 1988, les islamistes avaient été les principaux bénéficiaires de la révolte populaire en tentant de la récupérer. Dix ans après l'insurrection islamiste, une nouvelle lame de fond secoue l'Algérie mettant en relief plus que jamais la rupture profonde entre le pouvoir et les aspirations démocratiques de la population.
Contrairement aux mouvements précédents qui ont touché la Kabylie, la revendication identitaire n'est pas mise en avant. La mobilisation (manifestations massives et répétées, grèves générales) dénonce le mode de fonctionnement même du pouvoir dont la gestion de la

[6] Nous utilisons avec circonspection la notion de modernité, qui peut renvoyer à des contenus ambigus mais qui dans sa définition minimale pose la problématique de la citoyenneté.

société repose sur la *hogra*, le mépris des populations, le déni de toute expression citoyenne, l'arbitraire généralisé et l'aggravation des injustices sociales.
Pour pallier l'absence de structures représentatives, le mouvement populaire kabyle se dote de ses propres structures en puisant dans son expérience historique et en réactivant une forme d'organisation sociale traditionnelle, les comités de villages, de quartiers et de *« Arouch* ». Ce mouvement fait preuve d'une remarquable originalité. Il souligne son enracinement profond dans la société civile et il serait fallacieux d'y voir qu'une simple résurgence de formes sociales archaïques. Les comités sont très variés et si certains sont construits sur le modèle des « *djemaa* » traditionnelles, de nombreux sont le fait de jeunes militants syndicalistes, politiques et du mouvement culturel berbère. Le fonctionnement de ces comités (assemblées générales, élections de délégués de base, coordination de villages et de wilaya) met en relief les aspirations citoyennes. La disqualification des partis politiques implantés dans la région (RCD et FFS), reflète aussi les limites de ce mouvement n'arrivant pas à déboucher sur des perspectives politiques seules en mesure de déverrouiller une situation qui reste bloquée.

La mondialisation et la pensée néo-libérale : remède ou fatalité

Les réformes économiques engagées depuis les années Chadli et accélérées dans les années 1990 sont destinées à permettre une intégration de l'Algérie dans la nouvelle division mondiale de l'économie. Ces réformes sont menées à partir d'une stigmatisation systématique du secteur d'Etat accusé de tous les maux. Les entreprises publiques sont fustigées comme étant un poids pour la société (suremploi et faible productivité) et la révolution agraire est responsable du marasme de l'agriculture.
L'offensive touche essentiellement le secteur public de l'économie qu'il faut restructurer. L'objectif proclamé par les différents programmes gouvernementaux, à travers une série de mesures présentées comme techniques, est l'établissement d'une économie basée sur « la vérité des prix », la libre entreprise et la concurrence, c'est-à-dire le marché. La réforme du secteur industriel aboutit à un plan massif de licenciement et de fermeture d'entreprises. La liquidation des coopératives agricoles d'Etat et la redistribution des terres à leurs anciens propriétaires a encouragé les pratiques spéculatives dans les productions maraîchères au détriment des cultures céréalières, renforçant la dépendance alimentaire de l'Algérie. En même temps le secteur économique dit informel, qui pendant les années 1970 était confiné aux activités marginales, prend une dimension qui dans bien des secteurs est devenue dominante. (Prenant, 2002)
Dans le même temps, un puissant groupe financier et économique (le groupe Khalifa) tente de se constituer en nouvelle oligarchie. En quelques années, il s'est développé de manière tentaculaire s'introduisant dans de nombreux secteurs (banque, industrie pharmaceutique, compagnie aérienne, groupe de presse), se construisant à la manière des grands groupes capitalistes qui dans les différentes régions du monde sont devenus les maîtres de l'économie. Son dynamisme repose plus sur la paralysie entretenue du secteur public que sur un véritable processus d'accumulation, mais sa popularité est réelle et ses soutiens dans l'appareil d'Etat sont nombreux. Il veut être la preuve de l'efficacité de l'investissement privé face à un secteur public défaillant. Il est aussi une illustration de la manière dont la bourgeoisie d'Etat opère sa reconversion.

L'offensive idéologique contre le secteur d'Etat a comme but évident de préparer sa privatisation et il est aisé de constater la facilité avec laquelle un tel discours s'est répandu sans rencontrer de réelles oppositions. La préoccupation sécuritaire y a sans doute contribué et les années de terrorisme ont eu comme effet de neutraliser le mouvement social et l'expression syndicale. Face à une situation vécue comme un marasme, le libéralisme apparaît comme une solution inéluctable. La « pensée unique », celle de la mondialisation et de son inéluctabilité, a pénétré en profondeur la société, les universités, la presse écrite et audiovisuelle (relayée par les paraboliques et les discours des chaînes occidentales et moyen-orientales). Les solutions libérales sont perçues comme une fatalité ou un remède, mais ne rencontrent aucune opposition, comme si « les années de plomb » avaient anesthésié la société algérienne.

Conclusion

Verrouillage du champ politique, violences et brouillage des véritables enjeux, comment penser la société algérienne aujourd'hui ?

L'échec de l'insurrection islamiste et la levée de l'hypothèque qu'il faisait peser sur la société, provisoirement tout au moins car les raisons du vote islamiste existent encore, pourraient permettre la réouverture du champ politique. A condition que les groupes sociaux en présence arrivent à élaborer des projets cohérents, dont ils sont porteurs socialement,[7] prenant en compte les exigences de la citoyenneté et du développement économique et social. Les véritables lignes de clivage opérant au sein de la société, longtemps brouillées par l'idéologie religieuse, le nationalisme ou la réactivation des solidarités régionales et le terrorisme islamiste, pourront alors avoir une nouvelle visibilité.

C'est en permettant à une véritable citoyenneté d'émerger dans le cadre d'un Etat de droit, c'est en répondant au besoin de moralité de la vie publique réclamée par la population, c'est en laissant la société civile se construire, c'est aussi en répondant au besoin de justice sociale d'une population que les plans du F.M.I. plongent dans la désespérance sociale, que l'issue à la crise sera trouvée.

Bibliographie

Althusser Louis, 1965,*Pour Marx*, collection Maspero, Paris

Belguidoum Saïd,1994, "Anomie et islamisme : exacerbations des tensions sociales en Algérie", *Avis de recherche*, IRM Sud, Novembre, n°37, pp. 7-14.

Belguidoum Saïd, 1996,« La fin de l'hypothèque islamique », *Recherches Internationales, L'Algérie dans la tourmente*, n° 43-44, Hiver-printemps 1996,pp. 43-53.

Dermenghen Emile, 1982,*Le culte des saints dans l'islam maghrébin*, collection TEL, Gallimard, Paris.

[7] L'élection de Bouteflika en 1999, qui pouvait faire penser que la bourgeoisie algérienne s'était enfin mise d'accord autour d'un projet, ne semble pas déboucher sur une sortie de crise.

Prenant André,2002, L'informel en Algérie : forme de transition ou mode spécifique d'intégration spécifique, *Cahiers du GREMAMO*, n°147, pp.71-94

Remaoun Hassan, 2000,La question de l'histoire dans le débat sur la violence en Algérie, *Insaniyat, Revue Algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, n°10, janvier.